

TABLEAU 3

Évolution des dépenses brutes d'APA, d'ACTP et de PCH

En millions d'euros courants

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)	Évolution 2012-2013 en euros constants
Total personnes âgées	5 206	5 433	5 537	5 698	5 746	-0,2 %
APA	4 964	5 126	5 188	5 292	5 304	-0,8 %
ACTP, 60 ans ou plus	119	121	125	131	134	1,6 %
PCH, 60 ans ou plus	123	185	224	275	308	10,9 %
Total personnes handicapées	1 158	1 290	1 393	1 474	1 522	2,1 %
ACTP, moins de 60 ans	448	408	385	359	334	-8,0 %
PCH, moins de 60 ans	710	882	1 008	1 115	1 188	5,4 %

(p) : données provisoires.

APA : allocation personnalisée d'autonomie ; ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne ; PCH : prestation de compensation du handicap.

Champ • France métropolitaine.

Sources • DREES, enquêtes Aide sociale.

du RMI et du RSA, qu'elles soient liées ou non aux contrats d'insertion, reculent de 5 % en 2013 et de 23 % depuis 2009.

Au total, l'aide sociale liée au volet minimum social du RSA et à l'insertion contribue⁴ aux deux tiers de la croissance des dépenses brutes totales d'aide sociale.

Trois quarts des dépenses d'aide sociale à l'enfance dédiées aux placements en établissement ou en famille d'accueil

Au deuxième rang, les dépenses nettes des conseils généraux pour l'ASE s'élèvent à 7,1 milliards d'euros en 2013, soit une hausse de 1 % par rapport à 2012. La structure de ces dépenses reste stable. La moitié des dépenses brutes sont toujours consacrées aux placements d'enfants en établissement et un quart aux placements en famille d'accueil. Les actions éducatives à domicile et en milieu ouvert représentent 6 % des dépenses, les allocations mensuelles (secours, bourses et autres aides financières) 5 % et les mesures de prévention spécialisée 4 %. Les dépenses restantes correspondent aux autres frais de placement, à des participations, à des subventions ou à d'autres dépenses pour des actions en faveur de l'enfance.

Plus de la moitié des dépenses d'aide aux personnes âgées pour l'accueil familial ou en établissement

Au troisième rang, les dépenses nettes d'aide sociale aux personnes

âgées s'établissent à 7 milliards d'euros en 2013. Elles marquent un léger recul par rapport à 2012 (-0,4 %) pour plus de 1,4 million de prestations attribuées (+2 % en un an). Outre la prise en charge de la dépendance, les départements financent une partie des dépenses d'hébergement des personnes âgées dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement (ASH) et, plus marginalement, des aides ménagères ainsi que divers services.

54 % des dépenses brutes pour les personnes âgées, soit 4,4 milliards d'euros, sont consacrées à l'accueil familial ou en établissement. Cette part est tombée de 72 % à 53 % entre 2001 et 2003 sous l'effet du développement des aides à domicile, notamment par le biais de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Elle est restée stable depuis. L'APA représente près de la moitié des dépenses brutes destinées aux personnes âgées en établissement ou en famille d'accueil. Ces dépenses progressent de 2 % entre 2012 et 2013, à un rythme proche de celui du nombre des bénéficiaires (+ 3 %). Les autres dépenses au titre de l'hébergement en établissement, essentiellement l'ASH, restent stables en 2013⁵, de même que le nombre moyen de leurs bénéficiaires (autour de 115 000).

Les dépenses brutes pour l'aide à domicile des personnes âgées atteignent 3,6 milliards d'euros en 2013, soit une baisse de 1,4 % par rapport à 2012. Elles sont constituées pour l'essentiel de l'APA à domicile, dont les versements

baissent de 3 % ; en moyenne sur l'année, 710 000 personnes ont perçu cette allocation, soit une hausse de 1 % par rapport à l'année précédente. À ces dépenses s'ajoutent les 443 millions d'euros (+8 %) versés en 2013 au titre de la prestation de compensation du handicap (PCH) et de l'allocation compensatrice de tierce personne (ACTP) attribuées aux personnes de 60 ans ou plus. Les dépenses liées aux autres aides à domicile (aides ménagères, portage de repas...) s'établissent à 61 millions d'euros.

Au total, en établissement et à domicile, les dépenses brutes consacrées à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées regroupant l'APA, l'ACTP et la PCH pour les personnes de 60 ans ou plus atteignent 5,7 milliards d'euros en 2013, un montant équivalent à celui de 2012 (tableau 3).

Handicap : trois quarts des dépenses sont liées à l'accueil hors du domicile

Les dépenses nettes consacrées aux personnes handicapées s'élèvent à 6,3 milliards d'euros, soit une hausse de 3 % par rapport à 2012. Elles concernent près de 375 000 personnes sur l'année ; 56 % d'entre elles ont bénéficié d'une aide à domicile (via l'ACTP, la PCH ou les aides ménagères) et 44 % d'un accueil familial ou en établissement. Néanmoins, les montants moyens d'aide étant bien inférieurs pour l'aide à domicile, trois quarts des dépenses sont relatives à l'accueil hors du domicile.

Les dépenses brutes en faveur des personnes handicapées vivant à domicile ont connu une croissance forte ces dernières années, de l'ordre de 23 % depuis 2009, mais celle-ci est moins importante que celle du nombre de bénéficiaires des allocations correspondantes. Entre 2012 et 2013, les dépenses relatives à la PCH et à l'ACTP pour les personnes de moins de 60 ans sont en hausse de 2 %. Les dépenses à domicile, excepté ces deux allocations, restent marginales : moins de 4 % pour l'aide à domicile aux personnes handicapées, soit 1 % du montant de l'aide sociale destiné aux personnes handicapées.

4. La contribution à la croissance d'un poste de dépenses d'aide sociale pour l'année N est définie comme le produit du taux de croissance en N de ce poste de dépenses et de son poids dans le total des dépenses en N-1.

5. Les dépenses brutes d'ASH comptabilisées ici sont les montants inscrits aux comptes administratifs des départements. Selon les pratiques locales, ces dépenses représentent soit le coût total de l'hébergement, soit le coût de l'hébergement diminué du montant payé par le bénéficiaire. Les contributions des obligés alimentaires ou héritiers, avancées par les départements, sont, elles, toujours comptées dans les dépenses brutes puis inscrites dans les recettes des départements.

Les dépenses liées à l'accueil constituent les trois quarts des dépenses brutes engagées par les départements en faveur des personnes handicapées : plus de 5 milliards d'euros en 2013, soit un accroissement de 2 % entre 2012 et 2013 et de 13 % entre 2009 et 2013.

Autres dépenses d'aide sociale et de personnel

Les autres dépenses nettes d'aide sociale dispensée par les départe-

ments en France métropolitaine s'élevaient à 3 milliards d'euros en 2013 (3,2 milliards d'euros de dépenses brutes). Elles comprennent les dépenses relatives aux autres interventions sociales et aux services communs à l'aide sociale, ainsi que les frais de personnel non comptabilisés par ailleurs.

Ces frais de personnels sont évalués à 2,5 milliards d'euros en 2013. Au total, si on ajoute les dépenses de personnel comptabilisées dans celles

du RSA et du RMI, les dépenses totales de personnel affectées aux politiques sociales départementales s'établissent à près de 2,7 milliards d'euros. Leur répartition entre les différents postes est stable⁶.

Les autres dépenses brutes rattachées à l'aide sociale (autres interventions sociales et services communs à l'aide sociale, mais hors frais de personnel) sont de 695 millions d'euros en 2013.

6. Sur la base de 89 départements répondants à cet item.

ENCADRÉ 1

Estimation des données manquantes

En 2013, les résultats provisoires sur les dépenses d'aide sociale ont été obtenus à partir des questionnaires renvoyés par 92 départements de France métropolitaine sur 96, représentant 96 % de la population métropolitaine. Les données concernant les départements n'ayant pas encore répondu ont été estimées. Les dépenses totales de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), ainsi que la répartition des dépenses entre l'APA à domicile et en établissement, ont été évaluées à partir des montants établis par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Les dépenses totales au titre de la prestation de compensation du handicap (PCH) ont également été évaluées à partir des montants

établis par la CNSA. La ventilation de ces dépenses relatives à la PCH entre les personnes de moins de 60 ans et celles de 60 ans ou plus a été estimée à partir de la répartition, pour chaque département, des effectifs de bénéficiaires de la PCH de ces deux catégories d'âge. Cette information est issue de l'enquête de la DREES auprès des conseils généraux sur les bénéficiaires de l'aide sociale. Les autres estimations détaillées de 2013 ont été obtenues, en règle générale, en appliquant aux données 2012 de chaque département non répondant son taux d'évolution annuel moyen constaté entre 2008 et 2012 ou le taux d'évolution national constaté sur les départements répondants.

ENCADRÉ 2

Diversité des sources de financement

Les dépenses nettes des récupérations et recouvrements sont financées pour partie par les départements et pour partie par l'État, *via* le concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), [2,2 milliards d'euros en 2013 en France métropolitaine], du Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI), ainsi que par une part de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE, ex-TIPP) reversée aux départements (5,6 milliards en 2013 en France métropolitaine).

L'ensemble des subventions et dotations versées aux départements s'élève ainsi à 7,9 milliards en France métropolitaine en 2013, soit une baisse de 3,7 % depuis 2009. Ce recul survient après la forte progression observée entre 2008 et 2009 (+8,1 %), résultant de la modification de la fraction de la TICPE accordée aux départements dans le cadre de la compensation prévue par la loi généralisant le revenu de solidarité active (RSA). En effet, la mise en place du RSA a transféré de nouvelles compétences aux départements responsables, désormais, de la gestion et du financement du RSA socle majoré qui succède à l'allocation parent isolé (API) jusqu'alors financée par l'État.

D'autres recettes alimentent le budget des départements pour financer leurs dépenses de fonctionnement, en dehors du cadre de l'aide sociale, et contribuent également à l'investissement. L'État prend part à ces recettes en versant aux départements une dotation globale de fonctionnement (11,5 milliards d'euros en 2013). Il verse également une dotation globale de décentralisation ainsi que des subventions ou des compensations fiscales aux exonérations qu'il a accordées aux contribuables locaux. Les recettes de fonctionnement des départements sont également alimentées par des impôts perçus directement auprès des contribuables. Les produits de la taxe d'habitation, du foncier bâti et du foncier non bâti constituent ces contributions directes. Des impôts indirects, autres que la TICPE, sont aussi une source de financement : taxes sur les droits de mutation (6,3 milliards d'euros) ou sur les conventions d'assurance (6,3 milliards d'euros également). Enfin, d'autres ressources du type « produits exceptionnels » ou recouvrements perçus complètent les recettes de fonctionnement des départements.

ENCADRÉ 3

Décompte des bénéficiaires et volume des dépenses

Outre le fait que plusieurs aides peuvent être allouées, dans quelques cas, à une même personne, la comparaison entre le nombre de bénéficiaires et les dépenses affectées aux différents postes d'aide sociale dans les départements incite à la prudence. Le système d'observation actuel n'enregistre que le nombre de bénéficiaires présents au 31 décembre de chaque année. Par convention, le nombre de bénéficiaires suivis au cours de l'année N au titre d'une prestation a donc été évalué par la moyenne entre le total des bénéficiaires au 31 décembre de l'année N-1 et celui de l'année N. Une partie des flux pour lesquels des dépenses sont engagées peuvent être ainsi pris en compte, mais sans que les

flux infra-annuels concernant les personnes entrées et sorties des dispositifs en cours d'année puissent être repérés. Par ailleurs, les ratios de dépenses par bénéficiaire ne reflètent pas le montant réel des dépenses engagées pour chacun d'eux. En effet, les dépenses d'aide sociale intègrent aussi les sommes allouées globalement à des établissements dans le cadre de conventions, pratique fréquente notamment auprès des établissements pour personnes handicapées. De plus, les résidents de ces établissements ne sont pas toujours comptabilisés comme bénéficiaires de l'aide sociale, contrairement aux personnes destinataires de prestations individualisées.

Études et Résultats

N° 905 • février 2015

Dépenses d'aide sociale départementale en 2013 : une hausse soutenue par le RSA

En 2013, les dépenses nettes d'aide sociale des conseils généraux s'élèvent à 33,9 milliards d'euros, dont 32,1 milliards en France métropolitaine, soit une hausse de 2 % en euros constants par rapport à 2012 et de près de 10 % depuis 2009.

Près de 8,7 milliards d'euros sont consacrés aux dépenses nettes liées au revenu de solidarité active (RSA) socle et au RSA socle majoré, aux contrats uniques d'insertion et aux anciens dispositifs du revenu minimum d'insertion. Celles-ci augmentent de 7 % en euros constants par rapport à 2012. Elles représentent 30 % des dépenses consacrées aux quatre principales catégories d'aide sociale.

L'aide sociale à l'enfance et l'aide sociale aux personnes âgées en constituent chacune 24 %. S'élevant à 7,1 milliards d'euros en 2013, les dépenses consacrées à l'enfance ont progressé de 1 % en euros constants en un an. Cette hausse est imputable à l'augmentation du nombre de bénéficiaires (+2 %). À l'inverse, les 7 milliards de dépenses nettes destinées aux personnes âgées sont en léger recul en 2013 (-0,4 %). Ils sont pour une large part dédiés au financement de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Enfin, les 22 % restants concernent les dépenses nettes d'aide sociale destinées aux personnes handicapées (6,3 milliards d'euros), en hausse de 3 % par rapport à 2012.

Élise AMAR

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)
Ministère des Finances et des Comptes publics
Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes
Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

L'aide sociale départementale garantit aux personnes qui sont dans l'incapacité d'assurer leur autonomie ou leurs moyens d'existence l'accès à différents dispositifs permettant de couvrir leurs besoins essentiels. Les dépenses d'aide sociale occupent une place importante dans le budget des départements. En 2013, les dépenses brutes s'élèvent, pour la France, à 36,3 milliards d'euros sur un budget global de fonctionnement de 59 milliards d'euros¹, d'après l'enquête de la DREES auprès des conseils généraux (encadré 1). Ce montant représente 61 % des dépenses de gestion courante² hors investissements des conseils généraux.

Les départements peuvent engager des recours en récupération auprès des bénéficiaires de certaines aides, de leurs obligés alimentaires ou de leurs héritiers. À cela, s'ajoutent des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations, des mandats annulés ou atteints par la déchéance et des subventions. En 2013, les conseils généraux ont ainsi récupéré ou recouvré 2,4 milliards d'euros. Après déduction de ce montant, les dépenses nettes engagées par les départements s'élèvent à 33,9 milliards d'euros, soit une augmentation de 2 % en euros constants³ par rapport à 2012 et de près de 10 % depuis 2009.

Les dépenses d'aide sociale se répartissent en cinq postes principaux : les dépenses liées aux allocations du revenu de solidarité active (RSA) socle et du RSA socle majoré, ainsi qu'à l'insertion ; l'aide sociale à l'enfance (ASE) ; l'aide sociale aux personnes âgées ; l'aide sociale aux personnes handicapées ; enfin, le dernier poste comprend les dépenses de personnel, les services communs et autres interventions sociales. En 2013, les quatre premiers postes regroupent 91 % des dépenses nettes d'aide sociale des départements. Leurs financements sont pluriels (encadré 2). Pour des raisons de disponibilité des données, la suite de cette étude ne porte que sur les départements de France métropolitaine.

29 milliards d'euros de dépenses nettes pour les quatre grandes catégories d'aide sociale

En 2013, les dépenses nettes des conseils généraux de France métropolitaine atteignent près de 29,1 milliards d'euros pour les quatre grandes catégories d'aide sociale, hors services communs, autres interventions sociales et frais de personnel (excepté ceux liés au RSA). Elles ont progressé de 3 % en un an en euros constants (tableau 1).

En 2013, 30 % de ces dépenses sont consacrées aux allocations et à l'insertion liées au RSA et au revenu minimum d'insertion (RMI), 24 % à l'aide aux personnes âgées, 24 % à l'aide sociale à l'enfance et enfin 22 % à l'aide aux personnes handicapées.

Depuis 1996, la structure de ces dépenses d'aide a connu de profonds bouleversements (graphique 1). Entre 1996 et 2013, les dépenses d'aide sociale à l'enfance

ont progressé à un rythme régulier, mais leur part est désormais bien inférieure à ce qu'elle était en 1996. La part des dépenses liées aux personnes âgées ou handicapées a augmenté sensiblement, notamment du fait de la création de nouvelles mesures relatives au handicap ou à la dépendance et du vieillissement de la population. La part liée au RMI et à l'insertion, puis au RSA, a crû fortement en 2004 en raison du transfert aux départements du versement de l'allocation du RMI et, en 2009, de la création du RSA, notamment la partie majorée destinée aux anciens allocataires de l'allocation parent isolé (API). En 2013, la hausse des dépenses du RSA socle s'accélère, portée par la forte augmentation du nombre des bénéficiaires touchés par la crise économique.

Dans la suite de l'analyse, les dépenses au sein de chaque secteur d'intervention sont systématiquement des dépenses brutes, la ventila-

■ TABLEAU 1

Évolution des dépenses par catégorie d'aide sociale

Dépenses en millions d'euros courants, évolutions en euros constants							
	2009	2010	2 011	2012	2013 (p)	Évolution 2012-2013	Évolution 2009-2013
Aide sociale aux personnes âgées							
Dépenses brutes	7 564	7 838	7 979	8 162	8 212	-0,5 %	1,7 %
Dépenses nettes	6 382	6 626	6 786	6 941	6 984	-0,4 %	2,5 %
Aide sociale aux personnes handicapées							
Dépenses brutes	5 603	5 993	6 358	6 677	6 916	2,5 %	15,6 %
Dépenses nettes	5 148	5 496	5 821	6 085	6 315	2,7 %	14,9 %
Aide sociale à l'enfance							
Dépenses brutes	6 382	6 635	6 884	7 137	7 297	1,2 %	7,1 %
Dépenses nettes	6 259	6 510	6 701	6 958	7 109	1,1 %	6,3 %
Dépenses totales d'allocation et d'insertion liées au revenu minimum d'insertion (RMI) et au revenu de solidarité active (RSA)*							
Dépenses brutes	7 007	7 674	7 910	8 226	8 815	6,0 %	17,8 %
Dépenses nettes	6 633	7 369	7 579	8 028	8 689	7,1 %	22,7 %
Total des quatre postes**							
Dépenses brutes	26 556	28 140	29 130	30 201	31 240	2,3 %	10,2 %
Dépenses nettes	24 422	26 000	26 887	27 839	29 097	3,4 %	11,6 %
Dépenses totales (y compris frais de personnels, services communs et autres frais d'intervention sociale)							
Dépenses brutes	29 560	31 223	32 274	33 328	34 445	2,3 %	9,1 %
Dépenses nettes	27 328	28 939	29 873	30 972	32 055	2,4 %	9,8 %

(p) : données provisoires.

* Dépenses d'allocation et d'insertion liées au RMI, aux contrats d'insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA), aux contrats d'avenir, au RSA expérimental et au RSA « socle » et « socle majoré » à partir de 2009, ainsi qu'aux contrats uniques d'insertion à partir de 2010.

** Hors services communs et autres interventions sociales. Hors frais de personnel, à l'exception de ceux liés au RMI et au RSA quand ils sont identifiés.

Note • Les dépenses d'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et de prestation de compensation du handicap (PCH) pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes âgées.

Champ • France métropolitaine.

Sources • DREES, enquêtes Aide sociale.

1. Hors intérêts de la dette. Source : direction générale des collectivités locales (DGCL), extraits des budgets primitifs des départements.

2. Les dépenses de gestion courante, hors intérêts de la dette, comprennent les dépenses d'aide sociale, les dépenses pour les collèges, les dépenses de voirie et les contingents versés aux services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), y compris les dépenses de personnel.

3. Sauf mention contraire, les évolutions de dépenses sont systématiquement indiquées en euros constants. Elles sont donc déflatées de l'indice général des prix à la consommation de l'ensemble des ménages. En 2013, cet indice a augmenté de 1 % en moyenne annuelle.

tion des récupérations pour le calcul des dépenses nettes ne pouvant se faire par poste détaillé.

De 350 à 800 euros d'aide sociale par habitant selon les départements

La répartition sur le territoire des dépenses d'action sociale est inégale : en 2013, les dépenses brutes d'action sociale par habitant varient de 350 à 800 euros selon les départements.

Ces dépenses sont en grande partie déterminées par les caractéristiques démographiques et socio-économiques locales, en particulier pour les dépenses relevant des domaines de l'insertion et des personnes âgées, domaines pour lesquels les conditions d'attribution et le montant des aides sont fixés nationalement. En revanche, pour les dépenses relevant de la protection de l'enfance et du handicap, les départements ont une certaine marge de manœuvre dans la détermination du montant des aides allouées.

De 2009 à 2013, les évolutions recouvrent des situations, elles aussi, variables selon les départements (carte). Les dépenses brutes d'aide sociale par habitant diminuent dans 6 départements ; elles augmentent de plus de 2 % en moyenne par an pendant la période dans 39 autres, dont pour 6 d'entre eux à un rythme supérieur à 4 %.

Premier poste des dépenses : l'aide sociale liée au volet minimum social du RSA et à l'insertion

Depuis la mise en place du RSA en juin 2009, les départements ont la responsabilité de la gestion et du financement du RSA socle et du RSA socle majoré, qui se substituent au RMI (allocation et insertion) et à l'API. Leur champ d'intervention en matière d'insertion a changé le 1^{er} janvier 2010 : il s'est élargi aux contrats uniques d'insertion (CUI) mis en place à cette date pour remplacer les contrats insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA) et les contrats d'avenir.

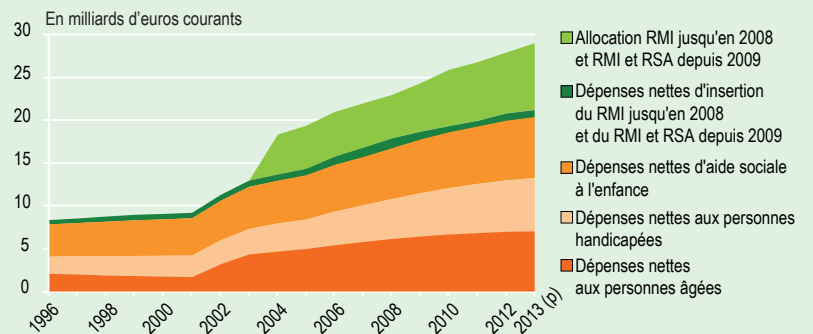
En France métropolitaine, les dépenses nettes d'allocation et d'insertion liées à ce secteur sont passées de 8 milliards d'euros en 2012 à 8,7 milliards en 2013 (8,8 milliards

d'euros de dépenses brutes) [tableau 2]. La croissance des dépenses brutes, de 6 % en un an, est nettement plus forte qu'en 2012 (+2 %). Elle s'explique notamment par la hausse du nombre d'allocataires de ces dispositifs (+ 7 % en moyenne en 2013, contre + 4 % en 2012) [encadré 3] et, dans une moindre mesure, par la re-

valorisation exceptionnelle du montant forfaitaire du RSA intervenue au 1^{er} septembre 2013. Le versement de l'allocation du RSA et du RMI représente 89 % de ces dépenses brutes, soit 7,8 milliards d'euros. Celles-ci progressent de 8 % par rapport à 2012 et de 26 % depuis 2009. À l'inverse, les dépenses d'insertion

GRAPHIQUE 1

Évolution des dépenses nettes d'aide sociale*



RMI : revenu minimum d'insertion ; RSA : revenu de solidarité active.

(p) : données provisoires.

* Hors frais de personnel, services communs et autres interventions sociales.

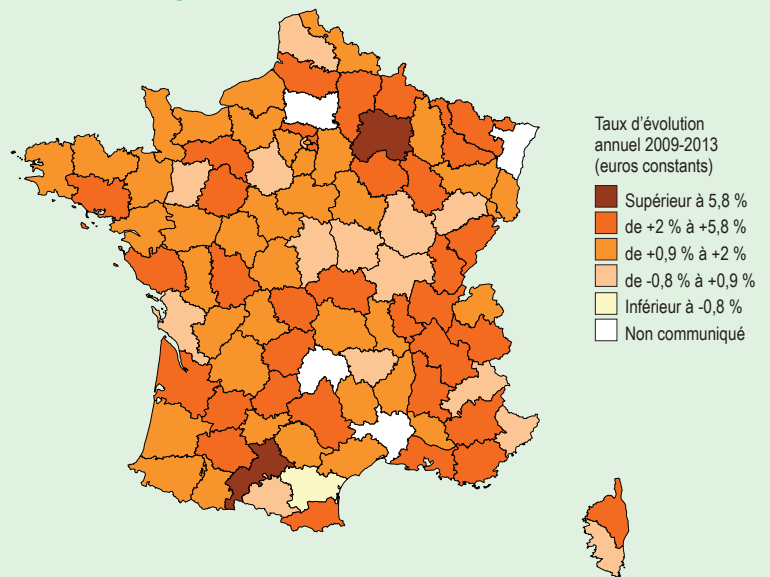
Note • Les dépenses d'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et de prestation de compensation du handicap (PCH) pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses en direction des personnes âgées.

Champ • France métropolitaine.

Sources • DREES, enquêtes Aide sociale.

CARTE

Évolution annuelle moyenne de la dépense totale brute d'aide sociale par habitant entre 2009 et 2013



Lecture • Les départements ont été classés selon l'évolution annuelle moyenne de leur dépense totale brute d'aide sociale entre 2009 et 2013 (en euros constants), selon la méthode de Jenks. À titre d'exemple, ce taux d'évolution est compris entre 0,9 % et 2 % à Paris.

Note • Les départements n'ayant pas encore répondu à l'enquête ont fait l'objet d'estimations dans le reste de l'étude.

Champ • France métropolitaine.

Sources • DREES, enquêtes Aide sociale.

TABLEAU 2

Évolution des nombres de bénéficiaires et des dépenses brutes d'aide sociale selon le type d'aide

Dépenses en millions d'euros courants, évolutions des dépenses en euros constants

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)	Évolution 2012-2013	Évolution 2009-2013
Aide sociale aux personnes âgées							
Total bénéficiaires (1)	1 278 500	1 314 800	1 347 800	1 376 800	1 403 900	2,0 %	9,8 %
Aide à domicile (APA, ACTP et PCH des 60 ans ou plus, aides ménagères)	717 600	740 700	758 500	772 700	786 100	1,7 %	9,5 %
Aide à l'accueil (ASH, APA, accueil familial)	560 900	574 100	589 300	604 100	617 700	2,3 %	10,1 %
Total dépenses brutes	7 564	7 838	7 979	8 162	8 212	-0,5 %	1,7 %
dont, aide à domicile (APA, ACTP et PCH des 60 ans ou plus, aides ménagères)	3 427	3 538	3 569	3 595	3 583	-1,4 %	-2,1 %
dont, aide à l'accueil (ASH, APA, accueil familial)	3 905	4 076	4 185	4 341	4 399	0,3 %	5,5 %
Aide sociale aux personnes handicapées							
Total bénéficiaires (1)	296 300	321 000	343 800	362 500	374 900	3,4 %	26,5 %
Aide à domicile (ACTP et PCH des moins de 60 ans, aides ménagères)	158 700	177 500	194 400	204 500	210 300	2,8 %	32,5 %
Aide à l'accueil (ASH, accueil familial)	137 500	143 400	149 400	158 000	164 600	4,2 %	19,7 %
Total dépenses brutes	5 603	5 993	6 358	6 677	6 916	2,5 %	15,6 %
dont, aide à domicile (ACTP et PCH des moins de 60 ans aides ménagères)	1 204	1 342	1 452	1 532	1 578	1,9 %	22,7 %
dont, aide à l'accueil (ASH, accueil familial)	4 247	4 495	4 734	4 963	5 127	2,2 %	13,0 %
Aide sociale à l'enfance (ASE)							
Total bénéficiaires (1)	287 000	289 600	294 000	300 300	305 000	1,6 %	6,3 %
Enfants accueillis à l'ASE	143 400	145 200	147 200	149 400	151 700	1,5 %	5,8 %
dont enfants placés en établissement - hors placements directs	48 300	49 200	50 100	51 700	53 320	3,1 %	10,4 %
dont enfants placés en famille d'accueil - hors placements directs	67 700	68 700	69 300	69 800	70 100	0,4 %	3,5 %
Actions éducatives	143 600	144 400	146 800	150 900	153 300	1,6 %	6,8 %
Total dépenses brutes	6 382	6 635	6 884	7 137	7 297	1,2 %	7,1 %
dont, enfants accueillis à l'ASE	4 910	5 081	5 294	5 465	5 569	0,8 %	6,2 %
dont placements en établissement	3 072	3 203	3 345	3 493	3 565	1,0 %	8,7 %
dont placements en famille d'accueil	1 633	1 674	1 739	1 825	1 894	2,7 %	8,6 %
dont, actions éducatives	393	401	413	421	423	-0,7 %	0,8 %
dont, dépenses d'allocation	316	322	327	348	354	0,7 %	5,0 %
Dépenses totales d'allocation et d'insertion liées au revenu minimum d'insertion (RMI) et au revenu de solidarité active (RSA)(2)							
Total allocataires (1) - sans double compte (2) (a)	1 167 600	1 345 100	1 392 500	1 454 400	1 554 500	6,9 %	33,1 %
RMI (b)	503 800	1 200	-	-	-	-	-
RSA expérimental (c)	6 900	-	-	-	-	-	-
CI-RMA, au titre du RMI ou du RSA (d)	8 600	3 400	300	-	-	-	-
Contrats d'avenir, au titre du RMI ou du RSA (e)	43 100	21 700	1 300	-	-	-	-
RSA « socle » et « socle majoré » (f)	657 000	1 343 800	1 392 500	1 454 400	1 554 500	6,9 %	-
Contrats uniques d'insertion, au titre du RSA (g)	-	29 100	60 700	60 500	54 100	-10,6 %	-
Total dépenses brutes	7 007	7 674	7 910	8 226	8 815	6,0 %	17,8 %
Dépenses d'allocation	5 812	6 647	6 907	7 209	7 848	7,7 %	26,4 %
dont dépenses de RSA expérimental	23	2	-	-	-	-	-
dont dépenses d'allocation du RMI et du RSA	5 789	6 645	6 907	7 209	7 848	7,7 %	27,0 %
Dépenses d'insertion	1 195	1 026	1 004	1 017	981	-4,6 %	-23,1 %
dont dépenses d'insertion du RMI	718	143	90	70	19	-73,3 %	-97,5 %
dont dépenses de CI-RMA (3)	42	15	1	1	0,1	-93,0 %	-99,9 %
dont dépenses liées aux contrats d'avenir (3)	173	54	5	4	0	-	-
dont dépenses d'insertion du RSA - hors CUI	261	702	714	746	768	1,8 %	175,2 %
dont dépenses de contrats uniques d'insertion (CUI)	-	113	195	196	194	-1,8 %	-

APA : allocation personnalisée d'autonomie ; ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne ; PCH : prestation de compensation du handicap ; ASH : aide sociale à l'hébergement ; CI-RMA : contrat d'insertion-revenu minimum d'activité ; CUI : contrat unique d'insertion.

(p) : données provisoires.

(1) Les nombres d'allocataires et de bénéficiaires sont estimés par la moyenne entre le nombre observé au 31 décembre N-1 et celui de l'année N. Le nombre de bénéficiaires désigne un nombre d'aides et non d'individus (voir encadré 3).

(2) Le nombre d'allocataires de CI-RMA et de contrats d'avenir payés au titre du RMI ou du RSA ainsi que le nombre de contrats uniques d'insertion sont inclus dans les bénéficiaires du RMI, du RSA « socle » ou du RSA « majoré ». Ainsi, le total sans double compte n'est pas la somme des lignes (b) à (g).

(3) Certains départements n'ont pas comptabilisé les dépenses liées au CI-RMA et aux contrats d'avenir dans les rubriques prévues par la nomenclature comptable. Il est possible que ces dépenses soient comptabilisées avec les dépenses de RMI ou de RSA.

Note • Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes âgées.

Champ • France métropolitaine, hors services communs et autres interventions sociales. Hors frais de personnel à l'exception de ceux liés au RMI et au RSA quand ils sont identifiés.

Sources • DREES, enquêtes Aide sociale. CNAF, MSA pour les allocataires du RMI, du RSA « socle », « socle majoré » et du RSA expérimental. DARES pour les bénéficiaires des contrats uniques d'insertion, des CI-RMA, et des contrats d'avenir.